Laurence Nardon

LES ÉTATS-UNIS DE TRUMP

en 100 questions

Tallandier

LES ÉTATS-UNIS DE TRUMP en 100 questions

Laurence Nardon

LES ÉTATS-UNIS DE TRUMP en 100 questions

TALLANDIER

Collection « en 100 questions »
créée par François-Guillaume Lorrain

Carte : © Légendes Cartographie / Éditions Tallandier, 2018.

© Éditions Tallandier, 2018
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com
ISBN : 979-10-210-3351-1

Introduction

Donald Trump apparaît comme une personnalité absolument hors du commun, et les historiens auront fort à faire dans le futur pour démêler la part qu'ont jouée son idéologie et sa psychologie dans le déroulement de sa présidence. Pour autant, son élection n'est ni un hasard ni un accident. Elle a été préparée par des évolutions qui se sont déroulées sur plusieurs décennies dans tous les domaines – politique, social, culturel, économique – de la vie du pays.

L'accroissement des inégalités

L'arrivée d'un populiste antisystème au pouvoir est liée au fait que les classes moyennes du pays se sont senties trahies aussi bien par le Parti républicain que par le Parti démocrate sur le plan de l'égalité des chances. La possibilité d'ascension sociale, qui est au cœur du contrat social américain, exige un minimum d'encadrement de la part de l'État. Or, la domination des principes écono-

miques libéraux à partir des années 1980 a sans doute été excessive. Elle a délégitimé le rôle redistributeur et régulateur de l'État et justifié la défense des intérêts de l'individu au détriment de l'esprit civique.

Les premières grandes mesures libérales, telles que les baisses d'impôt de 1981 et 1986, ont été adoptées sous la présidence de Ronald Reagan, mais les présidents démocrates ont emboîté le pas. C'est Bill Clinton qui a détricoté la loi Glass-Steagall qui, depuis la crise de 1929, séparait les banques d'investissement des banques de dépôt. Cette mesure est considérée comme l'une des causes directes de la crise de 2007-2008, dont les conséquences ont été terribles pour les classes moyennes. Le mode de financement de la vie politique a également joué un rôle. Pour financer leurs campagnes, les deux partis ont en effet besoin de grands donateurs. Il leur est ensuite difficile de ne pas accéder à leurs demandes d'allègements fiscaux, qui creusent l'écart entre les 1 % les plus riches et le reste de la population.

Enfin, aucune politique sociale n'a été mise en place pour accompagner les pertes d'emplois ouvriers constatées après la signature de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) en 1994 puis l'entrée de la Chine dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001, et qu'a aggravées la robotisation des usines. Les économistes ont longtemps assuré qu'il s'agissait d'une « destruction créatrice », et que les chômeurs pourraient, grâce à une formation aussi rapide qu'autofinancée, devenir informaticiens au service de l'économie de la connaissance. Mais on estime aujourd'hui que 1 million d'emplois directs et 2,4 millions d'emplois indirects ont

été détruits aux États-Unis du fait des importations de biens manufacturés chinois entre 1999 et 2011.

L'angoisse des Caucasiens

Un autre abandon, d'ordre culturel, est reproché plus particulièrement au Parti démocrate. Depuis les années 1960, ce dernier a pris la relève du mouvement des droits civiques et développé un discours et un programme favorables aux minorités, ethniques, sexuelles, etc. Renonçant au principe d'universalisme, le parti présente désormais la société américaine comme une mosaïque de groupes différents. Ainsi, les Blancs ne sont plus les Américains « par défaut » qu'ils ont pensé être à une époque, mais un groupe parmi d'autres, voire un groupe moins légitime que les autres du fait de sa domination passée. Pour les anciens ouvriers des usines du Nord-Est, les petits Blancs des Appalaches et les conservateurs du Sud de condition modeste, l'annonce par le bureau du recensement qu'ils vont devenir minoritaires d'ici 2045 renforce la crainte d'une stagnation sociale pour leurs enfants. La réponse des élites intellectuelles et progressistes à l'expression de cette angoisse identitaire a été la réprobation morale. Mais, au-delà du fait que les outrances du discours politiquement correct ont fait de certains démocrates des cibles faciles, le parti a oublié son électorat populaire traditionnel.

Ce choix politique semble d'autant plus vain que pendant ce temps-là le combat pour l'égalité raciale semble avoir reculé dans le pays. La série de décès de personnes

issues de la communauté afro-américaine dus à des violences policières et l'apparente impunité des coupables malgré la mobilisation populaire au sein du mouvement Black Lives Matter est un problème de fond sans solution apparente.

Le champion de la classe moyenne

Donald Trump a su jouer de ces désarrois. Pendant sa campagne, l'homme d'affaires a tenu un discours populiste de gauche – dressant le peuple contre les élites et le libre-échange – et de droite – dressant le peuple contre les étrangers. Pour ces populations blanches modestes et angoissées par leur situation, il est apparu comme un sauveur. Or, si les élites du pays ont supprimé l'ascenseur social, elles n'ont pas poussé le cynisme jusqu'à abolir le droit de vote. Les laissés-pour-compte du libéralisme et de la mondialisation ont donc eu le loisir d'élire Donald Trump. La part de responsabilité du mode de scrutin majoritaire à un tour est connue ; celle des ingérences russes par le biais des réseaux sociaux sera plus difficile à mesurer.

L'élection de Trump a également été facilitée par la dégradation du discours politique intervenue depuis plusieurs décennies. Le principe de décence dans l'expression publique s'est en effet amenuisé à mesure que les médias se multipliaient, qu'il s'agisse des chaînes câblées dans les années 1980 ou des sites Internet depuis 2000, chaque média devant outrer son discours pour conserver une audience de niche. Les médias conservateurs,

notamment, ont développé un discours anti-élites très agressif. Les réseaux sociaux ont pris le relais. En 2016, le langage de Trump n'a donc pas surpris outre mesure.

Pendant la première année de son mandat, en 2017, ses conseillers les plus raisonnables, les membres de sa famille, les contre-pouvoirs institutionnels et issus de la société civile ont réussi à encadrer le président sur certains points, notamment en politique étrangère. Mais depuis le début de 2018, le président Trump revient à ses propositions de 2016 et engage des évolutions très préoccupantes.

La disparition de l'universalisme

La politique économique du président, entre réforme fiscale[1] et renégociation des traités commerciaux[2], contient quelques mesures favorables aux classes moyennes. L'opinion se montre d'ailleurs satisfaite des bons résultats de l'économie. Sur le terrain politique, Donald Trump a pourtant donné des gages à l'aile droite du Parti républicain en nommant des juges très conservateurs à tous les étages de la pyramide judiciaire. Cela engage une évolution idéologique de la jurisprudence pour les décennies à venir, car beaucoup de ces juges sont nommés à vie. Le président poursuit aussi résolument ses projets de fermeture à l'immigration. Enfin, il a décrété l'abrogation

1. Voir la question 59, « Quels vont être les effets de la réforme fiscale de 2017 ? », p. 202.

2. Voir la question 55, « La guerre commerciale lancée par Trump fera-t-elle revenir les usines ? », p. 190.

de nombreuses régulations environnementales, ce qui va entraîner des dégâts écologiques irréparables.

D'autres dynamiques sont cependant à l'œuvre aux États-Unis. Fondées sur la vitalité et la résilience de la société civile, elles prônent l'esprit de progrès et d'ouverture. Les lignes de fracture entre ces valeurs et celles du repli se révèlent dans tous les domaines culturels, ainsi que dans la résistance des États et des villes démocrates[1] sur le terrain de l'immigration et celui de l'environnement.

Mais l'attitude des progressistes regroupés dans le mouvement de « Resistance » pose aussi question. À la veille des élections de 2018, le Parti démocrate ne semble pas avoir réformé son logiciel multiculturaliste. Évitant de s'adresser à l'ensemble des États-Unis, il déroule ainsi une liste de propositions pour les droits des minorités ethniques et sexuelles du pays, auxquelles répond de son côté le projet porté par Donald Trump et ses idéologues d'une défense de la population blanche. Le résultat de novembre se jouera donc entre la mobilisation des femmes, des minorités et des jeunes en faveur des démocrates et celle de la coalition des électeurs de Trump. En ce qui concerne la présidentielle de 2020, l'absence jusqu'à ce jour d'un candidat démocrate fédérateur rend envisageable la réélection de Donald Trump. Mais, à long terme, la question de savoir qui va porter dans le pays de Benjamin Franklin un projet universaliste digne des Lumières reste entière.

1. Voir la carte politique du pays, p. 113.

Le système international dynamité

Pour le reste du monde, les bouleversements générés par le président américain dessinent des perspectives très sombres. Imposant une vision hobbesienne du tous contre tous dans les relations internationales, le président œuvre à la fin du multilatéralisme et du libre-échange. Il ne fonde plus l'alliance transatlantique sur les valeurs issues des Lumières, mais sur une fraternité culturelle entre Américains et Européens blancs, comme l'a montré son discours de Varsovie de juillet 2017[1]. Les conséquences sont d'autant plus préoccupantes que beaucoup de pays sont aujourd'hui en proie aux mêmes incertitudes sociales et politiques.

Sa méthode de négociation fondée sur le rapport de force prend la communauté internationale à rebrousse-poil. Il est actuellement impossible de déterminer quels en seront les effets en termes de guerre commerciale, d'aggravation du chaos au Moyen-Orient ou de stabilité dans la péninsule coréenne. Il faut pourtant laisser la porte ouverte à l'optimisme : les négociations brutales menées par Trump avec la Chine, le Mexique et les pays du G7 pourraient faire émerger un libre-échange moins destructeur pour les classes moyennes des pays développés. Les Européens pourraient de leur côté agir de façon unie et résolue en réaction à l'agressivité du président américain.

1. Voir la question 90, « Le lien transatlantique est-il indéfectible ? », p. 300.

Si le président Trump a été élu, c'est qu'il promettait de s'attaquer à de vrais problèmes que rencontre la population américaine. Mais il est possible que son action ne fasse qu'aggraver les inégalités dont elle souffre, tout en renforçant ses dérives identitaires et en déstructurant durablement l'ordre international hérité de 1945. Ce constat est d'autant plus alarmant que la relève politique n'est pas clairement visible aujourd'hui et que le président compte se représenter en 2020. La capacité de résilience des Américains face aux épreuves reste l'une des rares et précieuses lueurs d'espoir.

HISTOIRE

1

Que cherchaient les premiers colons européens ?

Le Nouveau Monde a été exploré à partir de la fin du XVe siècle par les Européens à la recherche d'un passage vers les Indes. Aux explorateurs succèdent les colonisateurs, qui cherchent à exploiter ces nouveaux territoires.

Leur mode de colonisation est d'abord celui de la prédation au profit de la métropole. Arrivés en premier, les Portugais et les Espagnols rapportent or et métaux précieux d'Amérique latine. Les Espagnols sont par ailleurs présents en Amérique du Nord, en Floride et au Texas jusqu'en 1821, mais ils y investissent peu car le sous-sol est pauvre en minerai. Dans la vaste Nouvelle-France, depuis le règne de François Ier et jusqu'en 1763, les Français dépeuplent le continent de ses castors pour rapporter des fourrures en Europe – ils y gagnent le surnom de « coureurs des bois ». Entre 1625 et 1664, les Hollandais établissent un comptoir commercial dans le futur New York. Les Européens, dont les Anglais, s'installent aussi dans les Antilles pour y cultiver la canne à

sucre. Ils y feront venir des esclaves après avoir éliminé les tribus indigènes…

C'est à partir du XVIIe siècle que les Britanniques vont établir des colonies de peuplement le long de la côte atlantique de l'Amérique du Nord. Les colons y viennent pour des raisons soit économiques soit religieuses.

Fondée en 1607, la Virginie est la première implantation réussie. La culture du tabac est rapidement identifiée comme source d'enrichissement, mais les bras manquent pour travailler la terre. Les autorités vont donc faire venir des populations qui seront durablement dominées. Ce sont d'abord des *indentured servants* venus de Grande-Bretagne[1], qui s'engagent à travailler sept ans dans des conditions très dures afin de rembourser le coût de leur traversée. S'y ajoutent nombre de condamnés anglais envoyés aux colonies. Des historiens considèrent aujourd'hui que ces deux groupes sont les ancêtres des petits Blancs pauvres du Sud. Les colonies du Sud feront aussi venir des esclaves d'Afrique, à partir de 1660. En 1770, il y a 250 000 Noirs dans les treize colonies sur une population totale de 2,2 millions.

Les colonies à visée religieuse, qui tiennent la première place dans le récit national américain, recouvrent deux modèles très différents. En Nouvelle-Angleterre, à partir de 1620, s'établissent des communautés calvinistes venues de Grande-Bretagne en quête de liberté religieuse. La force morale de ces colons explique leur

1. Parce qu'ils ne savent pas lire, les *indentured servants* voient leur contrat découpé en deux suivant des indentations. Ils peuvent alors prouver leur statut en réassemblant leur partie et celle de leur employeur.

succès : la Grande Migration voit venir 20 000 personnes entre 1620 et 1640. Même si leur pratique religieuse est en réalité très intransigeante, le souvenir de ces Pèlerins et de leur fraternisation avec les tribus indiennes à l'automne 1621 se voit glorifié chaque année lors de la fête de Thanksgiving. En 1681, William Penn établit au contraire une colonie fondée sur la tolérance religieuse : la Pennsylvanie accueillera de nombreuses communautés protestantes, quakers et allemandes. Le Maryland pour sa part est créé par charte en 1632 pour accueillir les catholiques européens. À majorité protestante dans les faits, il conserve lui aussi le principe de tolérance.

2

Quels sont les différents courants religieux qui ont peuplé le pays ?

Il faut se replonger dans les soubresauts de l'histoire européenne à l'époque de la Réforme pour saisir la diversité des courants religieux qui s'installent en Amérique du Nord à partir du XVIIe siècle et dont l'influence reste forte aujourd'hui.

En Grande-Bretagne, le schisme de 1534 avec la papauté suivi de l'instabilité politique et religieuse du XVIIe siècle suscitent l'émergence de courants calvinistes très stricts. Ils veulent soit se séparer de l'Église anglicane (ce sont les *dissenters* : congrégationalistes anglais ou presbytériens écossais), soit la réformer de l'intérieur (ce sont les puritains). Les premiers sont les Pères pèlerins qui embarquent à Plymouth à bord du *Mayflower* en 1620 ; les seconds les rejoignent pour fonder la Massachusetts Bay Company à partir de 1629. Comme le montrent l'épisode des sorcières de Salem de 1692 ou le roman de Nathaniel Hawthorne *La Lettre écarlate* (1850), la Nouvelle-Angleterre met en place un ordre politique et moral intraitable.

FRANCE – ÉTATS-UNIS